

## I

*(Communications)*

## PARLEMENT EUROPÉEN

SESSION 1976-1977

Séances du 15 au 19 novembre 1976

Plateau du Kirchberg — Luxembourg

## PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU LUNDI 15 NOVEMBRE 1976

PRÉSIDENCE DE M. SPÉNALE

*Président*

La séance est ouverte à 19 h 10.

**Reprise de la session**

M. le Président déclare reprise la session du Parlement européen, qui avait été interrompue le 27 octobre 1976.

**Composition des commissions**

M. le Président rappelle que, au cours de sa séance du 15 octobre 1976, le Parlement a procédé à la nomination provisoire dans les commissions des membres de la délégation italienne dont la nomination au Parlement prenait effet à cette date et que, au cours de sa séance du 27 octobre 1976, il a procédé à la vérification des pouvoirs des membres de cette délégation.

Le Parlement confirme la ratification des nominations de ces membres dans les commissions parlementaires, compte tenu des modifications qui sont intervenues entre-temps <sup>(1)</sup>.

À la demande du groupe des communistes et apparentés, et du groupe démocrate-chrétien, le Parlement ratifie la nomination de

- M<sup>me</sup> Iotti comme membre de la commission juridique à la place de M. Vernaschi,
- M. Noè comme membre de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs à la place de M<sup>me</sup> Iotti.

**Dépôt de pétitions**

M. le Président communique qu'il a reçu :

- de MM. Éverhard, Mermans et Behrens une pétition sur les activités dangereuses d'Euratom

---

<sup>(1)</sup> Voir procès-verbaux des 15 et 27 octobre 1976.

Geel/Mol dues à la manipulation de plutonium et d'autres substances à proximité immédiate d'habitations et de zones de production de denrées alimentaires ;

- de M<sup>me</sup> Antony et autres une pétition sur les relations des Communautés européennes et du Chili ;
- de M. Feidt et autres une pétition sur les enquêtes de caractère politique auprès des fonctionnaires de la Commission.

Ces pétitions ont été inscrites respectivement sous les n<sup>os</sup> 11/76, 12/76 et 13/76 sur le rôle général prévu à l'article 48 paragraphe 2 du règlement et, conformément au paragraphe 3 du même article, renvoyées à l'examen de la commission du règlement et des pétitions.

#### Dépôt de documents

M. le Président annonce qu'il a reçu :

a) du Conseil, des demandes d'avis sur :

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une décision arrêtant le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté et fixant les orientations de politique économique pour l'année 1977 (doc. 393/76),

renvoyée à la commission économique et monétaire ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à l'importation de certains produits viticoles originaires de Grèce dans les trois nouveaux États membres (doc. 394/76),

renvoyée, pour examen au fond, à la commission des relations économiques extérieures et, pour avis, à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant l'annexe IV du règlement (CEE) n° 816/70, portant dispositions complémentaires en matière d'organisation commune du marché viti-vinicole et le tarif douanier commun en ce qui concerne le taux de change applicable aux droits de douane sur certains vins (doc. 395/76),

renvoyée à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un

règlement prorogeant les règlements (CEE) n° 1509/76 et n° 1522/76 relatifs à l'importation dans la Communauté de préparations et conserves de sardines originaires respectivement de Tunisie et du Maroc (doc. 402/76),

renvoyée, pour examen au fond, à la commission des relations économiques extérieures et, pour avis, à la commission des budgets, à la commission de l'agriculture et à la commission du développement et de la coopération ;

- les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

I. un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1162/76 portant des mesures visant à adapter le potentiel viticole aux besoins du marché,

II. un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1163/76 relatif à l'octroi d'une prime de reconversion dans le domaine de la viticulture (doc. 410/76),

renvoyées, pour examen au fond, à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des budgets ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant les règlements (CEE) n° 2682/72, (CEE) n° 2727/75, (CEE) n° 765/68, et (CEE) n° 3330/74 en ce qui concerne la désignation de certains produits chimiques relevant de la sous-position 29.16 A VIII du tarif douanier commun (doc. 422/76),

renvoyée à la Commission de l'agriculture ;

- b) des commissions parlementaires, les rapports suivants :

- de M. Brégégère, au nom de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs, un deuxième rapport sur les aspects de la production et de la commercialisation de confitures, gelées et marmelades de fruits ainsi que de la crème de marrons qui intéressent la politique des consommateurs (doc. 376/76) ;

- de M. Nyborg, au nom de la commission de la politique régionale, de l'aménagement du territoire et des transports, un rapport intérimaire sur la communication de la Commission

des Communautés européennes au Conseil sur l'action en matière d'infrastructure de transport et sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 244/76) relatives à :

- I. une décision instituant une procédure de consultation et créant un comité en matière d'infrastructure de transport
  - II. un règlement concernant le soutien des projets d'intérêt communautaire en matière d'infrastructure de transport (doc. 377/76) ;
- de lord Bessborough, au nom de la commission de l'énergie et de la recherche, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 257/76) relative à une décision concernant un programme pluriannuel de la Communauté pour les années 1977-1980 dans le domaine de l'enseignement et de la formation scientifique et technique (doc. 379/76) ;
  - de M. Spicer, au nom de la commission des relations économiques extérieures, un rapport sur l'opportunité d'élargir les compétences communautaires à l'ensemble des relations économiques extérieures des États membres (doc. 380/76) ;
  - de M. Albers, au nom de la commission de la politique régionale, de l'aménagement du territoire et des transports, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 472/75) concernant un règlement relatif à un système de tarifs de référence pour les transports de marchandises par voie fluviale entre les États membres (doc. 381/76) ;
  - de M. Albers, au nom de la commission de la politique régionale, de l'aménagement du territoire et des transports, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 262/76) concernant un règlement portant conclusion de l'accord relatif à l'institution d'un Fonds européen d'immobilisation de la navigation intérieure et arrêtant des dispositions pour sa mise en œuvre (doc. 382/76) ;
  - de M. Seefeld, au nom de la commission de la politique régionale, de l'aménagement du territoire et des transports, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 17/76) concernant un règlement relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route (doc. 396/76) ;
  - de M. Albertsen, au nom de la commission des affaires sociales, de l'emploi et de l'éducation, un rapport sur le premier budget social européen révisé (1970-1975) — (doc. 397/76) ;
  - de M. Walkhoff, au nom de la commission des affaires sociales, de l'emploi et de l'éducation, un rapport sur un projet de recommandation de la Commission des Communautés européennes aux États membres (doc. 298/76) concernant la préparation professionnelle pour les jeunes en chômage ou menacés de perdre leur emploi (doc. 398/76) ;
  - de M. Willi Müller, au nom de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 341/76) concernant une décision portant conclusion d'une convention relative à la protection du Rhin contre la pollution chimique et d'un accord additionnel à l'accord signé à Berne le 29 avril 1963 concernant la Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution (doc. 400/76) ;
  - de M. Guerlin, au nom de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 256/76) relative à une directive complétant, en ce qui concerne le procédé de réfrigération, la directive modifiée 71/118/CEE, relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges de viandes fraîches de volaille (doc. 401/76) ;
  - de M. Pintat, au nom de la commission de l'énergie et de la recherche, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 264/76) relative à une décision portant révision du programme de recherche et de développement dans le domaine de l'énergie arrêté par la décision du Conseil du 22 août 1975 (doc. 403/76) ;
  - de M. Artzinger, au nom de la commission économique et monétaire, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 393/76) relative à une décision arrêtant le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté et fixant les orientations de politique économique pour l'année 1977 (doc. 405/76) ;
  - de M<sup>lle</sup> Boothroyd, au nom de la commission du développement et de la coopération, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 359/76) concernant un règlement relatif au régime autonome et exceptionnel applicable à la viande bovine originaire de certains

- États signataires de la convention ACP—CEE de Lomé (doc. 406/76) ;
- de M. Nielsen Brøndlund, au nom de la commission du développement et de la coopération, un rapport sur la communication de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 323/76) concernant le programme indicatif triennal d'aide alimentaire 1977-1979 (doc. 407/76) ;
  - de M. Hamilton, au nom de la commission du règlement et des pétitions, un troisième rapport sur la modification du chapitre XI du règlement du Parlement européen (doc. 408/76) ;
  - de M. Memmel, au nom de la commission du règlement et des pétitions, un rapport sur les modifications à l'article 48 du règlement (pétitions) (doc. 409/76) ;
  - de M. Schwörer, au nom de la commission économique et monétaire, un rapport sur la proposition de résolution de MM. Schwörer, Mitterdorfer, Mursch, Brugger, W. Müller, Suck, Schmidt, Schwabe, de Keersmaeker, Vandewiele, Bangemann et Artzinger, sur l'assurance de responsabilité civile pour les véhicules à moteur dans la Communauté (doc. 357/76) (doc. 412/76) ;
  - de M. Scott-Hopkins, au nom de la commission de l'agriculture, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 246/76) relative à un règlement portant organisation d'une enquête sur la structure des exploitations agricoles (doc. 413/76) ;
  - de M. de Koning, au nom de la commission de l'agriculture, un rapport sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 364/76) concernant :
    - I. un règlement relatif à un prélèvement de coresponsabilité et à des mesures destinées à élargir les marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers
    - II. un règlement portant suspension temporaire de certaines aides nationales et communautaires dans le secteur du lait et des produits laitiers
    - III. un règlement relatif à une taxe sur certaines matières grasses
    - IV. une décision instaurant une action de la Communauté en vue de l'éradication de la brucellose, de la tuberculose et de la leucose des bovins
 (doc. 414/76) ;
  - de M. Liogier, au nom de la commission de l'agriculture, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 358/76) concernant un règlement relatif à la date limite pour l'introduction des demandes de concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, au titre de l'année 1977 (doc. 417/76) ;
  - de M<sup>me</sup> Dunwoody, au nom de la commission de l'agriculture, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 302/76) relative à un règlement portant ouverture, répartition et mode de gestion du contingent tarifaire communautaire de viande bovine congelée de la sous-position 02.01 A II a) 2 du tarif douanier commun (année 1977) — (doc. 418/76) ;
  - de M. Ney, au nom de la commission de l'agriculture, un rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 240/76) relative à une directive modifiant les directives 64/432/CEE du 26 juin 1964, 72/461/CEE du 12 décembre 1972 et 72/462/CEE du 12 décembre 1972 dans le domaine vétérinaire (doc. 419/76) ;
  - de M. Früh, au nom de la commission de l'agriculture, un rapport sur la modification de la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 340/76) relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1696/71 portant organisation commune des marchés dans le secteur du houblon (doc. 420/76) ;
  - de M. Ney, au nom de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs, un rapport sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 132/76) relatives à :
    - I. une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux médicaments vétérinaires
    - II. une directive concernant le rapprochement des législations des États membres concernant les normes et protocoles analytiques toxico-pharmacologiques et cliniques en matière d'essais de médicaments vétérinaires
 (doc. 421/76) ;
- c) la proposition de résolution suivante :
- de sir Brandon Rhys Williams, une proposition de résolution sur les perturbations des

marchés monétaires internationaux (doc. 392/76) ;

renvoyée à la commission économique et monétaire.

d) les questions orales suivantes :

- de lord Bethell, M. Spicer, Herbert, Martens, Jahn, Noè et Premoli, une question orale avec débat au Conseil sur l'application par le Conseil du programme d'environnement des Communautés européennes de novembre 1973 (doc. 383/76) ;
- du groupe conservateur européen, une question orale avec débat au Conseil sur l'extension des zones de pêche des États membres de la Communauté et la préservation des ressources en poisson situées dans la zone économique communautaire exclusive de 200 milles dont la création est proposée (doc. 384/76) ;
- du groupe conservateur européen, une question orale avec débat à la Commission sur l'extension des zones de pêche des États membres de la Communauté et la préservation des ressources en poisson situées dans la zone économique communautaire exclusive de 200 milles dont la création est proposée (doc. 385/76) ;
- de M. Cousté, au nom du groupe des démocrates européens de progrès, une question orale avec débat à la Commission sur la situation dans l'artisanat (doc. 386/76) ;
- de M. Geurtsen, une question orale sans débat à la Commission sur la protection des droits d'auteur dans le domaine de la reprographie (doc. 387/76) ;
- de M<sup>lle</sup> Boothroyd, MM. Evans, Adams, Carpentier et Kavanagh, une question orale avec débat à la Commission sur la démocratie au niveau du consommateur (doc. 388/76) ;
- de M. Osborn, au nom du groupe conservateur européen, une question orale avec débat à la Commission sur le commerce avec le Japon (doc. 390/76) ;
- de M. Prescott, au nom du groupe socialiste, une question orale avec débat au Conseil sur l'extension des zones de pêche des États membres de la Communauté à 200 milles au 1<sup>er</sup> janvier 1977, les accords de pêche conclus avec des pays tiers ; la révision de la politique commune de la pêche (doc. 391/76) ;
- de MM. Nyborg, Cointat, Clerfayt, Gibbons, Herbert, Laban, Lenihan, Nolan et Kofoed,

une question orale avec débat au Conseil sur la définition d'une politique communautaire de la pêche par les États membres (doc. 399/76) ;

- de la commission économique et monétaire, une question orale avec débat à la Commission sur la politique avant et pendant la crise dans le secteur de l'acier (doc. 415/76) ;
- de M. Cousté, au nom du groupe des démocrates européens de progrès, une question orale avec débat à la Commission sur la crise pour l'ensemble de l'industrie sidérurgique communautaire (doc. 416/76).

#### Transmission par le Conseil de textes d'accords

M. le Président annonce qu'il a reçu du Conseil copie certifiée conforme de

- l'accord de coopération commerciale entre la Communauté économique européenne et la République populaire du Bangladesh.

#### Renvoi en commission

M. le Président communique que la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ouvrages en métaux précieux (doc. 466/75) qui avait été renvoyée à la commission économique et monétaire, est à présent, à la demande de celle-ci, également renvoyée, pour avis, à la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs.

#### Autorisation d'établir des rapports

M. le Président informe le Parlement qu'il a, conformément à l'article 38 du règlement, autorisé la commission des affaires sociales, de l'emploi et de l'éducation, à élaborer un rapport sur la communication de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant l'humanisation des conditions de travail.

#### Dépôt de propositions de résolution

M. le Président communique qu'il a reçu de M. Espersen, au nom du groupe socialiste, une proposition de résolution avec demande de discussion d'urgence, conformément à l'article 14 du règlement, sur l'abus du principe de la libre circulation des travailleurs (doc. 424/76).

M. le Président annonce qu'il consultera le Parlement sur l'urgence de cette proposition le lendemain matin.

Il communique, d'autre part, qu'il a reçu :

de M. Springorum, au nom de la commission de l'énergie et de la recherche,

- une proposition de résolution avec demande de discussion d'urgence conformément à l'article 14 du règlement, sur l'état de la politique énergétique communautaire, à la suite de la session du Conseil du 19 octobre 1976 (doc. 378/76) ainsi que
- une proposition de résolution avec demande de discussion d'urgence conformément à l'article 14 du règlement, sur les résultats de la session du Conseil des ministres de la recherche du 21 octobre 1976 (doc. 404/76).

Le Parlement décide l'urgence de ces deux propositions et leur inscription, en discussion commune, à l'ordre du jour de la séance du lendemain, mardi 16 novembre 1976, comme quatrième point.

#### Limitation du temps de parole

Sur proposition de M. le Président, le Parlement décide de limiter comme suit le temps de parole pour tous les rapports figurant à l'ordre du jour :

- 15 minutes pour le rapporteur et les orateurs mandatés par les groupes politiques, étant entendu qu'un seul orateur par groupe peut bénéficier de ce temps de parole ;
- 10 minutes pour les autres orateurs ;
- 5 minutes pour les interventions sur les amendements.

Pour les questions orales avec débat, le temps de parole est limité comme suit :

- 10 minutes pour l'auteur de la question ;
- 5 minutes pour les autres orateurs.

#### Organisation du débat sur la coopération politique

M. le Président communique que, conformément à l'article 28 du règlement, le temps de parole a été réparti comme suit pour le débat, prévu pour la séance du mercredi 17 novembre, sur la déclaration du président en exercice du Conseil :

- groupe socialiste: 30 minutes,
- groupe démocrate-chrétien : 25 minutes,
- groupe des libéraux et apparentés : 20 minutes,
- groupe des démocrates européens de progrès : 15 minutes,
- groupe conservateur européen : 15 minutes,

groupe des communistes et apparentés : 15 minutes,

membres non inscrits : entre 5 et 10 minutes.

Intervient M. Radoux.

#### Ordre des travaux

##### *Procédure sans rapport*

M. le Président communique que, conformément au paragraphe 5 de l'article 27 bis du règlement est inscrite à l'ordre du jour de la présente séance, pour faire l'objet de la procédure sans rapport, la proposition de la Commission dont le titre suit.

Il rappelle qu'à moins que, avant l'ouverture de la séance du vendredi 19 novembre 1976, un membre ne lui ait demandé l'autorisation d'intervenir ou que des amendements n'aient été déposés à son sujet, il déclarera cette proposition approuvée par le Parlement, conformément au paragraphe 6 de l'article 27 bis du règlement.

- Proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant l'annexe IV du règlement (CEE) n° 816/70, portant dispositions complémentaires en matière d'organisation commune du marché viti-vinicole et le tarif douanier commun en ce qui concerne le taux de change applicable aux droits de douane sur certains vins (doc. 395/76),

qui avait été renvoyée à la commission de l'agriculture.

Après des interventions de MM. Liogier, Lardinois, *membre de la Commission*, M<sup>lle</sup> Flesch, *présidente de la commission du développement et de la coopération*, MM. Prescott, Lardinois, Nyborg, Dalyell, Osborn, Nyborg, Dalyell, Notenboom, *vice-président de la commission économique et monétaire*, Fellermaier, Osborn, Laban, *vice-président de la commission de l'agriculture*, Liogier, Hughes, Laban, Hughes, Pisoni, Laban et Liogier, le Parlement décide, sur proposition de M. le Président, d'inscrire, selon la procédure d'urgence, les rapports suivants à l'ordre du jour :

- rapport Walkhoff sur le chômage des jeunes,
- rapport Dunwoody sur la viande bovine congelée (sans débat),
- rapport Liogier sur le FEOGA (sans débat).

M. Liogier demande que son rapport sur le FEOGA soit examiné selon la procédure avec débat.

Le Parlement décide de renvoyer le rapport de M. Liogier à la période de session de décembre.

Sur proposition de M. le Président, le Parlement décide ensuite de fixer comme suit l'ordre du jour de la présente période de session :

*Mardi 16 novembre 1976*

*9 heures et 14 h 30 :*

- communication de la Commission sur les suites données aux avis du Parlement,
- rapport Laban sur la réforme agricole,
- rapport Ligios sur les offres d'huile d'olive,
- discussion commune des propositions de résolution Springorum sur la politique énergétique communautaire et la recherche,
- rapport Bessborough sur l'enseignement,
- rapport Pintat sur l'énergie,

la question orale avec débat à la Commission sur le commerce avec le Japon est renvoyée à la période de session de décembre,

- rapport Schwörer sur l'assurance de responsabilité civile (sans débat),
- question orale sans débat à la Commission sur les droits d'auteur en reprographie.

*Mercredi 17 novembre 1976*

*10 heures et 15 heures :*

- heure des questions,
- déclaration du président en exercice du Conseil sur la coopération politique suivie d'un débat,

le rapport Berkhouwer concernant une modification au règlement du Parlement est renvoyé à la période de session de décembre où il sera examiné conjointement avec le 3<sup>e</sup> rapport Hamilton et le rapport Memmel concernant des modifications au règlement,

- deuxième rapport Hamilton sur une modification au règlement (vote),
- deuxième rapport Martens sur une modification au règlement (vote),
- discussion commune de 2 questions orales au Conseil et d'une question orale à la Commission concernant la politique de la pêche,

- question orale avec débat au Conseil sur le programme d'environnement des Communautés,
- rapport Albertsen sur le 1<sup>er</sup> budget social européen révisé,
- question orale avec débat à la Commission sur l'artisanat,
- rapport de Broglie sur les impôts directs.

*Jeudi 18 novembre 1976*

*10 heures et 15 heures :*

- rapport Gerlach sur la politique régionale,
- rapport Artzinger sur la situation économique de la Communauté,
- rapport Walkhoff sur le chômage des jeunes,

le rapport Schwörer sur la politique économique à moyen terme est retiré de l'ordre du jour,

- rapport Seefeld sur les transports par route,
- rapport Albers sur les transports par voie fluviale,

le rapport Albers sur un Fonds européen d'immobilisation de la navigation intérieure est retiré de l'ordre du jour,

- discussion commune
  - du rapport Giraud sur des transports de marchandises par route,
  - du rapport Mursch sur des transport de marchandises par chemin de fer,
  - du rapport Mitterdorfer sur les transports de marchandises par chemin de fer, route et voie navigable,

- rapport intérimaire Nyborg sur l'infrastructure de transport,

- question orale avec débat à la Commission sur la politique communautaire de l'eau.

*Vendredi 19 novembre 1976*

*9 heures à 12 heures :*

- éventuellement suite de l'ordre du jour de la veille,
- procédure sans rapport,
- rapport Dunwoody sur la viande bovine congelée (sans débat),

- question orale avec débat à la Commission sur les matières premières,
- question orale avec débat à la Commission sur la démocratie au niveau du consommateur,
- deuxième rapport Bethell sur le déversement de déchets en mer,
- deuxième rapport Brégégère sur la production de confitures,
- rapport W. Müller sur la protection du Rhin contre la pollution,
- rapport Ney sur les médicaments vétérinaires,
- rapport Guerlin sur les viandes fraîches de volaille,

le rapport Spicer sur les relations économiques extérieures est renvoyé à la période de session de décembre,

- rapport Boothroyd sur la viande bovine de certains États ACP,
- rapport Brøndlund Nielsen sur l'aide alimentaire.

#### Délai de dépôt d'amendements

Sur proposition de M. le Président, le Parlement décide de fixer le délai de dépôt d'amendements au

rapport de Koning sur le secteur du lait (doc. 414/76) au vendredi 19 novembre 1976 à 12 heures.

#### Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président rappelle que l'ordre du jour de la séance du lendemain, mardi 16 novembre 1976, a été fixé comme suit :

9 heures et 14 h 30 :

- communication de la Commission sur les suites données aux avis du Parlement,
- rapport Laban sur la réforme agricole,
- rapport Ligios sur les offres d'huile d'olive,
- discussion commune des propositions de résolution Springorum sur la politique énergétique communautaire et la recherche,
- rapport Bessborough sur l'enseignement,
- rapport Pintat sur l'énergie,
- rapport Schwörer sur l'assurance de responsabilité civile (sans débat),
- question orale sans débat à la Commission sur les droits d'auteur en reprographie.

La séance est levée à 20 h 10.

H. R. NORD  
*Secrétaire général*

Georges SPÉNALES  
*Président*

---

### PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU MARDI 16 NOVEMBRE 1976

#### PRÉSIDENCE DE M. SPÉNALE

Président

La séance est ouverte à 9 h 05.

#### Adoption du procès-verbal

Interviennent MM. Scott-Hopkins, Lardinois, membre de la Commission.

Le procès-verbal de la séance précédente est adopté.

#### Dépôt de documents

M. le Président annonce qu'il a reçu :

- du Conseil une demande d'avis sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement modifiant le règlement (CEE) 97/69 relatif aux mesures à prendre pour l'application uniforme de la nomenclature du tarif douanier commun (doc. 423/76) renvoyée, pour examen au fond, à la commission des relations économiques extérieures et, pour avis, à la commission de l'agriculture ;